

**Pays** : Côte d'Ivoire

**Commission** : Sommet international de Madrid UE-UA

**Problématique** : « Une coopération d'égal à égal entre l'Union européenne et l'Union africaine : "Quelles stratégies bilatérales pour la construction d'un avenir prospère, pacifique et durable?" »

La Côte d'Ivoire est un membre fondateur de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1963, puis de l'Union africaine en 2000, mais est aussi membre fondateur de la CEDEAO, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, fondée le 28 mai 1975 lors de la signature du Traité de Lagos. La République de Côte d'Ivoire est actuellement dirigée par Alassane Dramane Ouattara, réélu pour un troisième mandat en Octobre 2020. Le président, affilié au parti de coalition de droite RHDP, d'idéologie houphouëtiste, conservatrice et néolibéraliste, vise à mettre la Côte d'Ivoire sur le plan international à travers l'économie et la culture mais porte une attention particulière envers la jeunesse ivoirienne et l'éducation.

Depuis la création de l'Union Africaine et depuis le sommet de Lisbonne en 2007, la Côte d'Ivoire participe activement au Partenariat UA-UE et à d'ailleurs siégé le 5ème sommet à Abidjan en 2017. Ainsi notre pays espère obtenir une vraie coopération d'égal à égal entre les deux unions, puisqu'il est vrai que la communauté africaine a plutôt l'impression d'une situation de dépendance où l'Europe est l'arbitre des décisions prises. Face à plusieurs sommets sans aboutissements concrets, la Côte d'Ivoire aux côtés de l'Union africaine est prête à renforcer les relations avec l'Union européenne en se centrant sur les thèmes de la paix, la sécurité, la démocratie, la prospérité, la solidarité et la dignité humaine.

Premièrement, sur le plan économique, l'économie ivoirienne est essentiellement axée sur l'agriculture, notamment sur la production de café et de cacao, dont notre pays est le premier producteur mondial avec 40% du total des exportations. L'industrie ivoirienne, même si elle reste la plus diversifiée dans la sous-région ouest-africaine, ne constitue que 23,1 % de la Production Intérieure Brute, et montre un déséquilibre de notre économie qui doit être résolu. Pour cela, la Côte d'Ivoire encourage d'abord la transformation sur place des produits de l'agriculture au lieu d'une exportation directe de ces produits. De plus les difficultés des économies africaines est déclencheur du fléau de l'immigration clandestine. Pour S.E.M. Alassane Ouattara, l'avenir du continent réside dans le potentiel des nouvelles générations. Il propose alors d'intensifier les efforts afin d'offrir à la jeunesse africaine davantage d'opportunités et d'emplois pour améliorer leurs conditions de vie dans un environnement sécurisé, démocratique et qui protège les libertés fondamentales. Pour cela il sera nécessaire un investissement important dans le système d'éducation et de formation, pour mettre en valeur le potentiel et le dynamisme de la jeunesse africaine.

Deuxièmement, sur le plan politique, la Côte d'Ivoire défend le respect de la souveraineté des États ainsi que le renforcement de la coopération et de la paix entre les pays africains et européens. Notre pays vise alors à tout d'abord assurer la sécurité nationale mais aussi à assurer que les libertés humaines soient respectées en Afrique. D'ailleurs la République de la Côte d'Ivoire remet en cause la légitimité de l'interventionnisme européen en Afrique qui est vu comme symbole du néo-colonialisme des puissances européennes par nombreuses nations de l'Union Africaine.

Finalement, sur le plan social et environnemental, la Côte d'Ivoire défend les intérêts de cette coopération quant aux enjeux tels que le changement climatique, la sécurité globale et les objectifs de développement durable. Néanmoins, le président accuse les pays de l'UE, responsables de l'essentiel de la pollution mondiale depuis la révolution industrielle, de vouloir imposer des mesures écologiques à l'Afrique en voulant stopper l'achat notamment de cacao, invoquant des considérations écologiques. Notre pays serait alors prêt à étendre son marché sur d'autres marchés, autres que l'européen mais préférerais plutôt un travail collectif pour que la production de cacao soit durable. De

plus notre pays vise à fournir aux populations des services de santé efficaces, à faciliter l'accès et le maintien des enfants à l'école, à favoriser l'accès à un coût abordable des populations aux services essentiels tels que le logement, l'énergie, l'eau potable et le transport, et à améliorer l'employabilité ainsi que l'accès à un emploi décent et stable pour les jeunes et les femmes.

L'objectif de la République de Côte d'Ivoire est donc de parvenir à une coopération effective d'égal à égal entre l'UA et l'UE tout en défendant nos objectifs communs mais aussi les intérêts de l'Afrique afin de trouver des solutions aux problèmes économiques, politiques, environnementaux et sociaux.